

# VISITE SOUS LA PRÉSIDENTENCE UE

## UNE SAGA AUTOUR DE L'ÉTAT DE DROIT, DE L'ARGENT ...

Le principe d'inviolabilité de l'État de droit, pierre angulaire des sociétés démocratiques, a été évoqué à de multiples reprises lors du voyage de notre délégation à Helsinki, siège de la présidence finlandaise.

Notre groupe, dirigé par Richard Balfe, était composé de 26 membres représentant au total huit États membres. Nous avons suivi un programme très complet, de très haute tenue et préparé avec soin, notamment par notre ancien collègue Henrik Lax. Au cours de la visite, de nombreux sujets ont été abordés (le changement climatique, la sécurité, le populisme, les migrations, la Russie et le Brexit), qui nous ramenaient à la question de l'État de droit, principale priorité de la présidence finlandaise.

Le secrétaire d'État Matti Anttonen nous a expliqué que les événements historiques qui ont marqué la Finlande permettent d'expliquer l'importance que revêt l'État de droit dans l'esprit des Finlandais. D'autres intervenants ont mis l'accent sur le caractère vital de l'État de droit pour les plus petits États membres, car il leur permet de survivre et de s'épanouir aux côtés des grandes puissances. La ministre des affaires européennes, Tytti Tuppurainen, a comparé l'État de droit à un magnifique jardin dans lequel de nombreuses fleurs peuvent éclore, et l'absence d'État de droit à une jungle où règne le chaos.

Mais comment faire respecter l'État de droit au sein de l'Union? La réponse est simple: c'est une question d'argent. Au cours d'un dîner-débat très enrichissant avec l'ancien commissaire Erkki Liikanen, l'accent a été mis sur l'importance

de l'intégration d'une clause de conditionnalité dans le futur CFP. Aucun responsable politique ne veut expliquer à ses électeurs qu'il est responsable du fait qu'on leur a fermé le robinet des financements. Cette visite a revêtu une importance particulière pour moi, en tant qu'ancien président de la délégation à la commission parlementaire mixte UE-Finlande puis rapporteur en vue de l'adhésion de la Finlande. J'ai eu le plaisir de revoir de vieux amis et de me replonger dans certains de mes sujets de prédilection. Ancien collègue, coprésident à mes côtés de la commission parlementaire mixte et Premier ministre lors de la présidence finlandaise du Conseil de l'UE en 2006, Matti Vanhanen occupe aujourd'hui le poste de président du parlement finlandais. Au cours d'une discussion sur la montée du populisme, il a fait mention des loups et a expliqué que durant la saison de chasse, il recevait de nombreuses plaintes concernant l'augmentation des attaques mortelles de loups sur des chiens de chasse. La Finlande étant tenue au respect de la directive européenne sur la protection des loups, il était impossible d'agir, mais la population estimait que la Finlande était la plus à même de décider comment régler le problème.

Le populisme s'exprime à travers la voix du parti des Vrais Finlandais, qui caracole actuellement en tête des sondages d'opinion. Malheureusement, nous n'avons pas pu entrer en contact avec ses membres, leur dirigeant n'ayant pas pris part à notre réunion.

Lorsque j'étais rapporteur, j'ai été appelé à m'exprimer devant la Grande commission du parlement

finlandais, un organe qui contrôle les activités des ministres et qui les interroge sur leurs activités au sein du Conseil européen. L'actuelle présidente de la Grande commission, Satu Hassi, qui est l'une de mes anciennes collègues, a expliqué l'importance de cette commission et a affirmé que la lutte contre le changement climatique représente une priorité pour la présidence finlandaise.

La visite du centre d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides, un organisme paritaire composé de représentants de l'Union et de l'OTAN, était fascinante. Ce centre a pour vocation de lutter contre les nouvelles menaces auxquelles notre société est confrontée, telles que le sabotage informatique, l'ingérence dans les élections et les effets du changement climatique.

La délégation a rencontré de jeunes Finlandais lors d'un séminaire sur l'avenir de l'Europe. De nombreux sujets ont été abordés lors des débats, mais j'ai été frappé de constater à quel point ils reflétaient ceux qui ont ponctué la campagne du référendum pour l'adhésion de la Finlande en 1994. Peut-être que la politique n'est faite que de cycles récurrents!

Nous tenons à remercier nos collègues finlandais, MM. Lax et Virrankoski et Mmes Jäätteenmäki et Thors pour leur disponibilité, ainsi que notre secrétariat pour les efforts qu'il a fournis.

**Gary Titley**  
PSE, Royaume-Uni (1989-2009)  
g.titley@ntlworld.com

## LA POLITIQUE DE L'UE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE

L'avenir de la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union européenne a été l'un des sujets abordés lors de la visite de la délégation d'anciens députés du Parlement européen en Finlande. La visite du centre européen de lutte contre les menaces hybrides a donné lieu à des échanges particulièrement intéressants, tout comme le point de vue de la Finlande, pays neutre, sur les questions de sécurité. La question du Brexit et de ses conséquences sur la politique européenne commune en matière de sécurité et de défense a également été étudiée.

Dans le contexte actuel d'incertitude, il s'agit d'analyser objectivement les implications concrètes du Brexit. Tout d'abord, ce sont presque 20% de performances économiques en moins pour l'Union européenne. Clairement, nous ne sommes désormais plus le plus grand marché au monde, mais le deuxième. Cela amoindrit notre capacité à négocier sur un pied d'égalité avec les États-Unis.

La Manche redevient une frontière douanière comme par le passé, ce qui implique des lourdeurs bureaucratiques, désagréables pour l'Union européenne, mais

plus encore pour les Britanniques. Des négociations très difficiles nous attendent également en ce qui concerne la libre circulation des travailleurs et le futur accès de la Grande-Bretagne au marché intérieur européen.

Ces aspects économiques ne sont toutefois pas ce qui importe le plus. Car une des conséquences les plus sérieuses à long terme, c'est que le poids relatif des différents États membres au sein de l'Union européenne va évoluer. L'Allemagne se voit encore davantage poussée vers un rôle de chef de file qu'elle n'a pas choisi et qu'elle ne peut pas assumer seule. C'est la raison pour laquelle la coopération franco-allemande va revêtir une plus grande importance encore. Elle ne doit cependant pas se transformer en comité de direction, mais doit aussi faire participer les petits pays et les pays de taille moyenne. Le nouveau système de vote du Conseil fournit une bonne base à cette fin, étant donné qu'il prend en considération aussi bien les grands que les petits pays, chacun à sa juste mesure. Nous devons profiter de la situation engendrée par le départ de l'Angleterre pour réfléchir à nouveau en profondeur à la forme que nous voulons donner à cette future Union à 27. Nous devons nous concentrer plus que par le passé sur les domaines où une action commune apporte des avantages clairs: le marché intérieur, la monnaie unique et la politique étrangère et de défense commune.

C'est pourquoi il est nécessaire que l'Union à 27 devienne aussi une Europe de la sécurité commune. Les propositions de Michel Barnier et

de Federica Mogherini relatives aux prochaines étapes sur cette voie sont sur la table. Il convient également de noter qu'Ursula von der Leyen a demandé que l'union économique et monétaire s'étoffe d'une union de la défense.

Ce dont nous avons besoin désormais, c'est un projet concret, qui puisse également constituer un symbole. Ne sous-estimons pas la force des symboles. Lors de la réalisation du marché intérieur, c'étaient les barrières frontalières, qui représentaient l'ouverture des frontières à l'intérieur de l'Union et des frontières communes vers l'extérieur. Pour la monnaie unique, ce sont les pièces en euros que chacun a dans sa poche et qui portent d'un côté un symbole européen et de l'autre des symboles de nos nations européennes.

En matière de politique européenne de sécurité et de défense, je ne peux actuellement penser à un symbole plus fort que l'Eurocorps. C'est pourquoi j'ai proposé de placer l'Eurocorps au centre de la politique européenne de sécurité et de défense. Notre objectif concret à court terme devrait être d'en faire un instrument efficace de la défense européenne.

Ce qui est toutefois préoccupant dans le contexte actuel, c'est le fait que ces dernières années, les institutions européennes ont perdu de leur importance. Or, l'Europe ne sera forte que si elle peut s'appuyer sur des institutions fortes.

**Karl von Wogau**  
PPE, Allemagne (1979-2009)  
kwogau@aol.com



*Un moment lors de la visite au centre d'excellence pour la lutte contre les menaces hybrides*